Mag Centre, 8 avril 2015

Terrorisme : surveiller pour prévenir

mercredi, 8 avril 2015

J'aime Partager 9 Tweet 5 g+1 0

Contrairement à l'idée trop répandue, les candidats au djihad ne proviennent pas des seules zones défavorisées. De plus en plus de jeunes djihadistes sont parfaitement intégrés, ont ou ont eu de bons résultats scolaires, ont parfois accompli leur parcours dans des établissements privés catholiques et sont issus des classes moyennes.

En 2014 leur nombre a augmenté de 84%. 1 432 Français sont partis en Syrie, 413 dont 119 femmes parmi lesquelles des mineures étant effectivement dans les zones de combats. Aussi, dans son rapport sur *« l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes »* issu d'une commission sénatoriale qui a longuement enquêté, Jean-Pierre Sueur insiste-t-il sur la prévention. Il y consacre la majeure partie des 110 propositions émises (lire le précédent article).

Jean-Pierre Sueur

Sous couvert de buts prétendument humanitaires, ou au nom d'un message religieux dévoyé, des filières prônent un discours de haine. Elles ne manifestent aucune considération humaine pour leurs recrues et les poussent à entreprendre des actions criminelles, mettant en danger leur propre vie et celle des populations qu'elles côtoient. De plus en plus souvent elles utilisent internet souvent en cryptant leurs messages. Aussi la Commission par la voix de son rapporteur exhorte-t-elle les parents à se montrer vigilants, du moins autant qu'ils le peuvent et souhaite que les enseignants, les éducateurs, les intervenants sociaux et les magistrats reçoivent une formation universitaire sérieuse à la détection des signes de radicalisation. Elle propose également de confronter dans de vrais face- à- face les aspirants djihadistes à des repentis dont on s'est assuré qu'ils sont de vrais repentis et non de membres de cellules dormantes à qui il a été fourni des éléments de langages pour apparaître des repentis, *« des discussions pour montrer la réalité du djihad et des tâches souvent subalternes réservées aux combattants étrangers »*. Le rapport demande avec insistance le retour à l'autorisation parentale de sortie du territoire supprimée en 2013 et le renforcement sensible des moyens du Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR) afin de lui permettre de fonctionner 24 heures sur 24.

.

Phoca PDF